

The tension between telling a story about a small circle of donnish, grey flannel “Ottawa men” with expert knowledge of the constitution and the fiscal relations of the various provinces, or a story of Canadians, particularly postwar Canadians subject to taxes and dependent on poorly developed welfare state programs, runs through the book. She states bluntly that “fiscal and economic inequality among governments was an insider’s problem” of which “Canadians did not understand the implications,” (p. 134) a few pages before noting that “the times demanded change—and many Canadians knew it,” citing a source that said, “The hearings have been followed with interest throughout the Dominion” (p. 137). Given that the change the times demanded concerned the fiscal and economic inequality between governments, and the hearings about this question had been followed with interest, the claim that people didn’t understand the implications is not convincing. Later, after implying that in 1940 King was distracted from the release of the Rowell-Sirois report by recent events in the Second World War, she notes that, despite little comment in the press or action by officials, “many Canadians—and many Australians—were drawn to the report as a possible remedy for the divisiveness of federalism,” (p. 176) suggesting that Canadians as a whole were less distracted from constitutional questions than the Prime Minister. Later still, Janigan notes that “very few recognized the huge impediment of fiscal and economic inequality,” (p. 249) but also, after quoting from a letter that showed that the “postwar boom did not extend to everyone,” reiterates that “Canadians were engaged in this debate” (p. 252). There is perhaps a distinction between general questions of inequality and poverty and more technical questions of fiscal formulas, or perhaps both claims—almost no one understood, almost everyone was riveted—are used more for drama than accuracy. It is not immediately convincing, however, that Maritimers in the 1920s or the 1950s, or westerners in the 1930s, would have had no understanding of how their provinces’ fiscal capacity determined the availability and quality of public services and social programs, given their governments’ loud insistence on the need for a fairer deal from Ottawa. And indeed, it’s not clear that suggesting Canadians did not understand the importance of equalization helps to sell the ongoing importance of the story to current readers.

David Tough
Trent University

GONZALEZ, Johnhenry – *Maroon Nation: A History of Revolutionary Haiti*. New Haven, CT, Yale University Press, 2019, 320 p.

Publié dans la série « Yale Agrarian Studies Series » (dirigée par James C. Scott), *Maroon Nation* est un ouvrage stimulant et original. Au premier abord, le titre interpelle. Il renvoie à l’un des moyens de résistance utilisés par les esclaves pour échapper à leur subjugation ; il l’associe à une nation, ce qui est inhabituel et ne peut qu’intriguer le lecteur. Le premier chapitre de l’ouvrage, intitulé « The Maroon

Nation Thesis », détaille ce que l'auteur entend par cette expression. D'ordinaire, l'historiographie présente la nation haïtienne à ses premières années d'indépendance comme une victime d'un retour anarchique et non souhaité de la végétation en lieu et place du paysage policé des plantations. Pour sa part, Gonzalez défend la thèse que ce phénomène a été, au contraire, provoqué et souhaité par le peuple haïtien qui a utilisé ces conditions naturelles pour tourner le dos à tout jamais à l'économie de plantation, échappant ainsi à un système répressif de travail forcé et de taxation mis en place par une élite politique qui privilégiait ses propres intérêts aux dépens de ceux de la nation et du peuple haïtien.

En procédant à un changement d'échelle qui étend à un peuple entier un mode de résistance qui était, à l'origine, le fait de quelques-uns, cet ouvrage vise donc à démontrer l'existence d'une forme de résistance semblable à celle qu'utilisaient les esclaves en lutte contre l'institution. Ce marronnage nouveau s'organise autour de la mise en place, à la suite de l'indépendance, de petites communautés rurales qui sont devenues l'une des fondations de la nation haïtienne.

La thèse peut, a priori, surprendre et même déstabiliser le lecteur qui adhère à l'idée que la situation de la jeune république haïtienne serait une conséquence subie de la fin de la colonisation. Mais elle est argumentée avec beaucoup d'efficacité par Gonzalez. Il démontre comment le peuple haïtien a mis en place des stratégies de résistance contre le système de plantations et de travail forcé que les premiers dirigeants haïtiens ont tenté de restaurer. En favorisant le développement de petites unités de production agricole indépendantes, les Haïtiens ont réussi à se défaire de ce système à tout jamais et Gonzalez soutient qu'il s'agit bien d'une entreprise délibérée.

Parmi ses apports indéniables, cet ouvrage permet de développer une vision originale des premières décennies de la nation haïtienne. Dans les 30 dernières années, la révolution haïtienne et ses répercussions ont donné matière à une abondante historiographie. En effet, les nouvelles traditions historiographiques de l'histoire atlantique, de l'histoire globale, des histoires connectées, ont conduit de nombreux chercheurs, surtout nord-américains, à se pencher sur les années révolutionnaires de la nation haïtienne. Si les ouvrages ne manquent pas sur la période révolutionnaire et immédiatement postrévolutionnaire, les sujets étudiés portent généralement sur des questions politiques, entre autres (mais pas exclusivement) les relations internationales ou les questions migratoires, alors que très peu d'entre eux s'attardent aux politiques économiques, territoriales et agraires de la jeune république haïtienne. C'est bien ce vide historiographique que Gonzalez souhaite combler, même s'il reconnaît que ce n'est qu'une première pierre apportée à l'édifice (il dit d'ailleurs lui-même qu'il s'agit d'une « introduction » (p. x) aux premiers moments de l'histoire haïtienne).

L'ouvrage offre une étude approfondie, et de l'intérieur, des cinq premières décennies de l'histoire de la nation pendant lesquelles, si la nature a peu à peu repris ses droits sur l'espace auparavant dévolu à l'économie de plantation, Haïti a produit et exporté des surplus agricoles (des céréales, en particulier). Dans une organisation efficace qui croise chronologie et thématique, l'auteur expose d'abord, dans un premier chapitre (qui est, en réalité, l'introduction), sa théorie de la nation

marronne et pose les jalons de son étude. Il analyse ensuite successivement la période révolutionnaire (1791-1804) et ce qu'il appelle le « marronnage post-émancipation » (chapitre 2), puis, dans le troisième chapitre, la mise en place de systèmes répressifs de travail forcé, en particulier durant l'ère Dessalines (1804-1806). Le chapitre 4 se concentre sur les guerres civiles, insurrections et manifestations diverses de résistance populaire au cours des années 1806-1820, analysant la mise en place de modes d'organisation marqués par l'autonomie rurale et la clandestinité. Le chapitre suivant (chapitre 5) examine l'instauration des nouveaux systèmes de propriété foncière qui ont favorisé un système d'agriculture de subsistance et une économie de marché rurale. Enfin, le chapitre 6, le seul qui ne s'insère pas dans cet agencement chronologique, traite de la production agricole et de l'économie rurale sur l'ensemble de la période étudiée.

Si l'auteur a, bien sûr, consulté les sources secondaires (relativement peu abondantes) portant sur ces questions et cette période, il a surtout recherché des preuves archivistiques lui permettant d'asseoir sa théorie de la nation marronne : sources officielles (lois, documents fonciers, registres commerciaux), sources militaires, correspondances, récits de voyages de visiteurs étrangers, et aussi, grâce à sa connaissance approfondie du terrain, sources ethnographiques (traditions populaires, développement de sociétés secrètes). On ne peut qu'admirer la façon dont il a exploré les sources primaires, éparpillées et rares, en Haïti, en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis, les combinant pour traiter les approches historiques et sociologiques.

Un autre des intérêts de l'ouvrage est de permettre, au travers de cette analyse historique, d'appréhender certains des mécanismes à l'œuvre en Haïti dès les débuts de son histoire postcoloniale, afin de nous aider à mieux comprendre les deux siècles qui se sont écoulés depuis et, dans une certaine mesure, Haïti aujourd'hui. *Maroon Nation* explore, en effet, les fondations des institutions sociales haïtiennes (exploitations agricoles familiales, marchés publics et sociétés religieuses secrètes). L'épilogue convaincant qui clôt l'ouvrage renforce cette mise en perspective historique et ouvre des pistes passionnantes qui ne pourront que nourrir les idées d'autres chercheurs spécialistes d'Haïti.

L'historien pourra, parfois, regretter quelques généralisations un peu déformantes dans certaines parties portant sur des moments plus connus de cette histoire, en particulier dans le deuxième chapitre qui s'intéresse à la période révolutionnaire. Mais ces simplifications sont un peu inévitables et facilement excusables, lorsque l'économie de l'ouvrage ne permet de consacrer qu'une trentaine de pages à cette décennie complexe caractérisée par des troubles et revirements politiques.

On pourra aussi regretter l'absence d'une bibliographie, absence qui n'est aucunement imputable à l'auteur mais qui s'inscrit dans une pratique de plus en plus courante dans les publications des presses universitaires américaines. Les références sont, certes, détaillées dans les notes mais nos jeunes chercheurs, mastérants et doctorants, n'auront plus la facilité qui leur était auparavant offerte d'utiliser ces bibliographies pour découvrir aisément des sources moins connues et établir la leur.

Ces regrets sont toutefois mineurs à la lecture d'un ouvrage passionnant qui traite d'aspects généralement peu explorés et qui saura intéresser l'historien de l'ère

des révolutions, tout comme les caribéanistes, les sociologues, les anthropologues, les spécialistes de sciences politiques ou d'études culturelles et, plus largement, tous ceux qui s'intéressent au développement des sociétés en début de période postcoloniale.

Nathalie Dessens
Université Toulouse-Jean Jaurès

DAGENAIS, Dominic – *Grossières indécentes. Pratiques et identités homosexuelles à Montréal, 1880-1929*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2020, 368 p.

Cet ouvrage, issu de la recherche doctorale menée par Dominic Dagenais, nous plonge au cœur des archives judiciaires, journalistiques et privées pour mettre au jour les lieux de pratiques sexuelles et les identités homosexuelles émergentes à Montréal sur près de 50 ans, soit de 1880 à 1929. Cette étude est principalement basée sur l'analyse d'archives judiciaires comme les rapports annuels du chef de police de Montréal, les 177 dossiers identifiés dans le fonds de la Cour municipale de Montréal, les 286 dossiers des fonds de la Cour des sessions de la paix, des sessions générales de la paix et du banc de la Reine, en plus de l'Enquête judiciaire sur l'administration de la police de la cité de Montréal de 1924-1925. S'y ajoute également des articles publiés dans divers journaux comme *La Patrie*, *La Presse*, le *Montreal Evening Star*, le *Police Gazette* et *Le Canard*, pour nommer les principaux. Enfin, pour le dernier chapitre, Dagenais s'est rendu à San Francisco pour consulter les *Elsa Gidlow Papers* à la Gay and Lesbian Historical Society (GLBT Historical Society). Ce corpus rend bien compte de la difficulté pour les historiennes et historiens de trouver des sources sur la sexualité, sources que l'on retrouve plus souvent qu'autrement s'il y a eu répression des comportements sexuels ou si les individus de l'époque ont écrit et publié sur leurs vies par la suite.

Après une courte introduction dans laquelle l'auteur discute d'abord des écrits sur l'histoire de l'homosexualité dans différentes villes nord-américaines du tournant du XX^e siècle, il aborde la question, plus théorique, des identités qui, de manière anachronique, ne peuvent être qualifiées d'homosexuelles ou homosexuels, de gaies ou encore queers. Comme l'un des objectifs de l'ouvrage est de rendre compte de pratiques et d'identités « volatiles et multiples » au cours de la période étudiée, il définit l'homosexualité comme tout contact « de nature sexuelle entre deux individus du même sexe, sans égard à leur identité sexuelle » (p. 11). L'auteur a raison de faire cette différence entre l'auto-identification à des catégories qui émerge tranquillement depuis le milieu du XIX^e siècle et les pratiques sexuelles judiciariables au regard de la loi, peu importe l'auto-identification des personnes. La période temporelle couverte précède de 10 ans l'entrée en vigueur du délit de grossière indécence, plus large que la très spécifique sodomie, au Code criminel canadien et elle se termine en